

PRÉFECTURE DE SAÔNE-ET-LOIRE

A R R Ê T É

Direction des Affaires Locales,
Juridiques et de l'Environnement
Bureau de l'Environnement
et de l'Urbanisme

LE PREFET DE SAONE ET LOIRE,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

Autorisation d'exploiter une carrière
de matériaux alluvionnaires

Société des Sablières de Toulon
à Toulon-sur-Arroux

01/0114/2-2

VU le titre 1^{er} du Livre V du Code de l'Environnement,

VU le décret n° 77.1133 du 21 Septembre 1977 modifié,

VU le titre 1^{er} du Livre II du Code de l'Environnement,

VU l'arrêté ministériel du 22 Septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières,

VU l'arrêté préfectoral n° 90 520 du 24 Décembre 1990 autorisant la Société des Sablières de Toulon à exploiter une carrière à Toulon-sur-Arroux, .

VU la nomenclature des installations classées,

VU la demande présentée le 11 Octobre 2000 par la Société des Sablières de Toulon à l'effet d'être autorisée à poursuivre l'exploitation d'une installation classée sur le territoire de la commune de Toulon-sur-Arroux,

VU le dossier d'enquête publique à laquelle cette demande a été soumise du 7 Mars 2000 au 7 Avril 2000 et le rapport du commissaire-enquêteur,

VU l'avis du Conseil municipal d'Uxeau, dans sa séance du 22 Mai 2000,

VU l'avis du Conseil municipal de La Boulaye, dans sa séance du 23 Mars 2000,

VU l'avis du Conseil municipal de Montmort, dans sa séance du 29 mars 2000,

VU l'avis du Conseil municipal de Sainte-Radegonde, dans sa séance du 4 Mars 2000,

VU les avis de :

- M. le Directeur Départemental de l'Équipement, en date du 28 Avril 2000,
- M. le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, en date du 21 Mars 2000,
- Mme. le Directeur Régional de l'Environnement, en date du 20 Avril 2000,
- M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt, en date du 29 Mars 2000,
- M. le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours, en date du 29 Mars 2000,
- M. le Directeur du Service Interministériel de Défense et de Protection Civile, en date du 23 Mars 2000,
- M. le Directeur Régional des Affaires Culturelles, en date du 5 Avril 2000,
- M. l'Architecte des Bâtiments de FRANCE, en date du 11 Avril 2000,

VU l'arrêté de prorogation du délai d'instruction du dossier en date du 29 Septembre 2000,

VU l'avis et les propositions de M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, région Bourgogne, inspecteur des installations classées, en date du 1^{er} Décembre 2000,

VU l'avis de la Commission Départementale des Carrières, dans sa séance du 19 Décembre 2000,

CONSIDERANT qu'aux termes de l'article L 512-2 du titre 1^{er} du Livre V du Code de l'Environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral,

CONSIDERANT l'absence sur le site d'exploitation de stockage de produits susceptibles d'entraîner une pollution de l'eau et des sols, l'absence de rejet d'eau et les précautions prises en matière de nuisance sonore,

CONSIDERANT que le site a déjà été autorisé et que le renouvellement d'autorisation d'extraction de matériaux alluvionnaires est autorisé par le schéma des carrières actuellement en instruction,

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du titre 1^{er} du Livre V du Code de l'Environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement,

Le pétitionnaire entendu,

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture,

TITRE PREMIER

OBJET DE L'ARRETE

ARTICLE 1ER - TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La société des Sablières de Toulon, dont le siège social est situé route d'Uxeau – 71 320 Toulon sur Arroux, est autorisée, sous réserve de la stricte observation des dispositions contenues dans le présent arrêté, à poursuivre l'exploitation d'une carrière répondant aux caractéristiques établies par les articles 2 et 3 ci-après, sur le territoire de la commune de Toulon sur Arroux, aux lieux-dits "La plaine de Taluchot" et "Les Justices".

ARTICLE 2 - DESCRIPTION DES INSTALLATIONS

L'établissement, objet de la présente autorisation, est composé principalement d'une carrière à ciel ouvert, d'une superficie de 10 ha 51 a 20 ca, sur les parcelles énumérées par le tableau ci-dessous et siège d'un gisement restant de 315 000 m³.

COMMUNE	SECTION CADASTRALE	N° DE PARCELLE	SURFACE TOTALE DE LA PARCELLE	SURFACE AUTORISEE
Toulon sur Arroux	AN	n° 25	60 380 m ²	3 200 m ²
Toulon sur Arroux	AN	n° 46	66 440 m ²	66 440 m ²
Toulon sur Arroux	AN	n° 61	35 480 m ²	35 480 m ²

La surface autorisée inclut les zones de protection définies à l'article 19. Elle correspond à la surface à remettre en état.

La carrière est destinée à l'extraction de matériaux alluvionnaires à raison d'une production brute annuelle de 55 000 tonnes en moyenne, ne pouvant excéder 80 000 tonnes.

La surface restant à exploiter est d'environ 45 000 m².

ARTICLE 3 - CLASSEMENT DES INSTALLATIONS

DESIGNATION	RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE	REGIME
Exploitation de carrières au sens de l'article 4 du code minier	2510	A

ARTICLE 4 - DUREE DE L'AUTORISATION CARRIERE

L'autorisation d'exploitation (extraction et remise en état) de la carrière est accordée pour une durée de 15 années à compter de la date de signature du présent arrêté. Afin de permettre la réalisation des travaux de remise en état et, le cas échéant, la mise en oeuvre des garanties financières, l'extraction de matériaux commercialisables doit être arrêtée au moins 12 mois avant l'échéance du présent arrêté. En tout état de cause, la notification de fin de travaux, après remise en état, devra parvenir en préfecture six mois au moins avant l'échéance de l'autorisation.

ARTICLE 5 - ABROGATION DES ACTES ADMINISTRATIFS ANTERIEURS

Les actes administratifs antérieurs au présent arrêté et délivrés au titre du code minier et de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement pour l'établissement ici autorisé, sont abrogés.

TITRE DEUXIEME

CONDITIONS GENERALES DE L'AUTORISATION

ARTICLE 6 - CHAMP D'APPLICATION DES PRESCRIPTIONS

Les prescriptions de la présente autorisation s'appliquent à l'ensemble des installations exploitées dans l'établissement par le pétitionnaire qu'elles soient mentionnées ou non à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et qui sont de nature à modifier les dangers ou les inconvénients présentés par les installations classées de l'établissement.

ARTICLE 7 - REGLES COMPLEMENTAIRES

Les dispositions du présent arrêté sont établies en application et en complément de celles de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrière.

ARTICLE 8 - GARANTIES FINANCIERES EN VUE DE LA REMISE EN ETAT DE LA CARRIERE

8.1. Montant des garanties financières

Selon les modalités définies à l'article 22 et le plan annexé, l'exploitation se déroule en 3 phases successives, la remise en état est strictement coordonnée à l'avancement des extractions.

Le montant des garanties financières doit être suffisant pour permettre la remise en état complète du site à un moment quelconque au cours de l'exploitation, il est fixé à 416 600 F TTC pour la phase 1, à 253 860 F TTC pour la phase 2 et à 308 160 F TTC pour la phase 3.

Les garanties financières sont données pour une période d'une durée de cinq ans au moins.

8.2. Modalités d'actualisation du montant des garanties financières

Tous les cinq ans, le montant des garanties financières est actualisé compte tenu de l'évolution de l'indice TP01.

Lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP01 sur une période inférieure à cinq ans, le montant des garanties financières doit être actualisé dans les six mois suivant l'intervention de cette augmentation.

L'indice TP01 de référence est celui publié à la date de signature du présent arrêté.

L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant.

8.3. Modification des garanties financières

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation des garanties financières est subordonnée à la constitution préalable de nouvelles garanties financières.

8.4. Notification de la constitution et du renouvellement des garanties financières

Le détenteur de l'autorisation de la carrière adresse au préfet un document établissant la constitution des garanties financières dans un délai d'un mois suivant la notification du présent arrêté.

L'exploitant adresse au préfet le document attestant du renouvellement des garanties financières 6 mois avant leur date d'échéance.

8.5. L'absence de garanties financières entraîne la suspension de l'activité dans les conditions prévues à l'article 23 c/ de la loi du 19 juillet 1976.

ARTICLE 9 - CONFORMITE AUX PLANS ET DONNEES TECHNIQUES

Les installations de l'établissement sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de la demande, en tout ce qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté et aux règlements autres en vigueur.

ARTICLE 10 - CONTROLES

L'inspecteur des installations classées peut procéder ou faire procéder à des prélèvements, analyses et mesures des eaux rejetées de toute nature, des émissions à l'atmosphère, des déchets ou des sols, ainsi qu'au contrôle du niveau sonore et à des mesures de vibrations.

Les frais qui en résultent sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 11 - ENREGISTREMENT

L'exploitant établit, tient à jour et à disposition de l'inspecteur des installations classées les documents répertoriés dans le présent arrêté, notamment les justificatifs du respect des dispositions de l'article 12 ci-dessous.

Il les conserve pendant une période minimale de cinq ans, sauf spécification contraire.

ARTICLE 12 - ENTRETIEN ET MAINTENANCE

L'exploitant entretient en bon état et vérifie les matériels, appareils et réseaux nécessaires à la prévention, au traitement et à la mesure des pollutions ainsi que ceux nécessaires à la sécurité (panneaux, clôtures, barrières.....)

Pour ce faire, il procède ou fait procéder à toutes mesures utiles telles que inspections, vérifications, étalonnages, visites périodiques de contrôle, visites d'entretien préventif. Il diligente, sans délai, les réparations et mises à niveau dont la nécessité est ainsi mise en évidence.

Il justifie que ces mesures sont suffisantes et conserve les justificatifs de leur réalisation.

TITRE TROISIEME

CONDITIONS PARTICULIERES D'EXPLOITATION DE LA CARRIERE

Section 1 - Aménagements préliminaires

ARTICLE 13 - BORNAGE

L'exploitant est tenu de placer des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation carrière.

Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement de la procédure de cessation d'activité prévue à l'article 34-1 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 susvisé.

ARTICLE 14 - INFORMATION DU PUBLIC

L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence et la date de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

ARTICLE 15 - CLOTURES ET BARRIERES

La zone en cours d'exploitation (travaux préliminaires, extraction, remise en état) et les installations de traitement doivent être ceinturées par un dispositif formant un obstacle à la pénétration des personnes et des véhicules. Ce dispositif doit être suffisamment dissuasif pour ne pouvoir être franchi qu'avec une intention délibérée de pénétrer sur le site. Ce dispositif est interrompu au niveau des chemins d'accès à la carrière et remplacé par un système formant barrage mobile maintenu fermé en dehors des heures d'exploitation.

Le danger et l'interdiction aux tiers de pénétrer sur le site d'exploitation sont signalés par des pancartes placées, d'une part, sur les chemins d'accès, d'autre part, aux abords du dispositif ceinturant la zone d'exploitation.

ARTICLE 16 - AUTRES AMENAGEMENTS PREALABLES

Afin de prévenir la pollution des eaux superficielles, des aménagements doivent être réalisés pour limiter le volume des eaux susceptibles de transiter sur la zone d'extraction, tels que:

- détournement des fossés,
- collecte des eaux de ruissellement à l'amont du site et déversement dans le réseau superficiel hors de la carrière,
- captation et traitement des eaux de ruissellement sur la carrière avant rejet.

Une proposition en vue de permettre un meilleur écoulement des eaux d'un ruisseau situé à l'amont du site, réalisée en accord avec le maire de la commune de Toulon sur Arroux et le service chargé de la police de l'eau devra être fournie à l'inspection des installations classées pour le 30 juin 2001.

ARTICLE 17 - ACCES A LA VOIRIE

Le débouché de la voie de desserte de la carrière sur la voirie publique doit être signalé et ne pas créer de risque pour la sécurité publique.

ARTICLE 18 - DECLARATION DE DEBUT D'EXPLOITATION

(sans objet)

Section II - Modalités d'exploitation

ARTICLE 19 - DISTANCES LIMITES ET ZONES DE PROTECTION

L'exploitation du gisement, à son niveau le plus bas, est arrêtée de manière à ménager avec le bord supérieur de la fouille un massif suffisant pour garantir la stabilité des terrains voisins et l'intégrité des constructions et ouvrages extérieurs compte tenu de la hauteur de l'excavation et de la nature des terrains demeurant en place.

En tout état de cause, les bords supérieurs de l'excavation doivent être tenus à une distance horizontale d'au moins 10 mètres de la limite des surfaces pour lesquelles l'autorisation a été accordée. Cette distance est réduite à zéro au droit du plan d'eau existant d'une ancienne carrière, conformément au plan de réaménagement joint en annexe.

Aucune extraction ne doit être réalisée à moins de 55 mètres des limites du lit mineur de l'Arroux.

ARTICLE 20 - DEFRICHEMENT

(sans objet)

ARTICLE 21 - DECAPAGE

21.1. Technique de décapage

Le décapage des terrains superficiels doit être limité aux besoins du phasage de l'exploitation ou de l'avancement des travaux d'extraction.

Il est réalisé de manière sélective de façon à séparer les terres végétales constituant l'horizon humifère des stériles. Le rabattement de la nappe aquifère est interdit.

Les terres et stériles doivent être stockés séparément, ils sont destinés à la remise en état des lieux. Aucune autre destination ne peut être donnée aux matériaux de découverte de la carrière.

Les terres doivent être stockées de telle manière qu'elles conservent leur qualité de support pour la végétation.

21.2. Patrimoine archéologique

En application de la réglementation sur les fouilles archéologiques et des textes concernant la protection du patrimoine archéologique, l'exploitant doit réaliser une étude de diagnostic archéologique préalable aux travaux d'exploitation (sondages à la pelle mécanique sur au moins 5 % de la surface à exploiter) de façon à vérifier l'existence de ces vestiges et à en caractériser la nature, l'extension et l'état de conservation.

En application de la Loi du 27 Septembre 1941 portant réglementation des fouilles archéologiques et des textes de protection du patrimoine, l'exploitant ne peut porter atteinte aux terrains contenant des vestiges archéologiques. En cas de résultat positif, il devra donc programmer et faire exécuter les fouilles préventives et études archéologiques nécessaires avant exploitation du secteur concerné ;

- il conviendra à l'avance de la programmation et des modalités d'exécution de ces travaux archéologiques avec le Service Régional de l'Archéologie de Bourgogne (39, rue Vannerie – 21000 Dijon, tél. 03.80.68.50.20, télécopie : 03.80.68.50.98) qui assurera le contrôle scientifique de leur exécution ;

- ultérieurement, il signalera sans délai à ce service toute découverte archéologique faite fortuitement lors des travaux d'exploitation et prendra toutes mesures nécessaires à la conservation des vestiges mis au jour, jusqu'à l'arrivée d'un archéologue mandaté par le S.R.A.

Le non-respect de ces prescriptions serait sanctionné selon les termes de l'article 322.2 du Code Pénal.

ARTICLE 22 - EXTRACTION

22.1. Epaisseur

L'extraction de matériaux alluvionnaires concerne les horizons géologiques sur une épaisseur maximale de 10 m. En aucun cas, l'extraction n'aura lieu en dessous de la cote de 242 m NGF .

22.2. Méthode d'exploitation

Le rabattement de la nappe phréatique pour l'exploitation du gisement de matériaux alluvionnaires est interdit.

L'extraction en lit majeur ne doit pas impliquer de mesures hydrauliques compensatrices (protection des berges, enrochement, endiguements...).

Le plan d'eau ne doit pas être mis en communication directe avec le cours d'eau.

Les dépôts et levées de terre ne doivent pas faire obstacle à l'écoulement des crues.

La haie située en bordure de la voie communale n° 5 doit être taillée à une hauteur qui ne doit pas être inférieure à 2 mètres.

22.3. Phasages

L'exploitation se déroule suivant le plan annexé en phases successives, conformément aux dispositions contenues dans le dossier d'autorisation.

Phase	Surface exploitable	Volume de matériaux à extraire
1	1,5 ha	105 000 m ³
2	1,5 ha	105 000 m ³
3	1,5 ha	105 000 m ³

L'exploitation de la phase n+2 ne peut être engagée (extraction) que dans la mesure où les travaux de remise en état de la phase n sont achevés.

ARTICLE 23 - STOCKAGE DES MATERIAUX

Aucun stockage de matériaux ne se fait sur le site d'extraction.

ARTICLE 24 - EVACUATION DES MATERIAUX

Les matériaux sont évacués vers les lieux de traitement par voie routière, sur des terrains privés.

L'évacuation des matériaux par la route ne peut être réalisée que les jours ouvrés (samedis, dimanches et jours fériés exclus) entre 7h 30 et 18h.

ARTICLE 25 - REMISE EN ETAT DU SITE

25.1. Principes

L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant.

Il notifie l'achèvement de chaque phase de remise en état à la DRIRE, et justifie de la qualité de la remise en état à l'aide de documents probants (plans cotés, photographies...).

En cas d'inobservation des obligations de remises en état, toute nouvelle autorisation d'exploitation peut être refusée.

25.2. Modalités de remise en état

L'objectif du réaménagement est la réalisation de deux plans d'eau à des fins écologiques et piscicoles. Il sera conduit en stricte conformité avec le plan d'aménagement proposé dans le dossier de demande de renouvellement.

Le rabattement de la nappe est interdit lors des opérations de remise en état.

La remise en état nécessite la réalisation des dispositions suivantes :

- le nettoyage de l'ensemble des terrains et la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité dans l'affectation future du site (rampes d'accès, pistes de circulation...).

- La configuration des plans d'eau devra être irrégulière.
- Le plan d'eau aura des tracés de berges souples aux formes arrondies avec des zones de berges à pente faible. Elles seront aménagées en pente douce sur un périmètre assez important du plan d'eau. La pente variera de l'ordre de 10° à 40° par rapport à l'horizontale.
- L'installation des ceintures végétales sera favorisée sur les berges en pentes douces.
- Les zones de refuge et d'alimentation pour la faune et en particulier les oiseaux seront favorisées.
- Le réaménagement des berges doit être conduit au fur et à mesure du déroulement de l'exploitation.
- En fin d'exploitation, les merlons de protection pour le bruit seront enlevés et la reprise de plantation sera facilitée.
- Les garanties financières liées à une phase ne pourront être libérées qu'après réaménagement de cette phase.

En fin d'exploitation, la zone d'extraction doit être rendue conforme au plan de remise en état annexé au présent arrêté.

TITRE QUATRIEME

PRESCRIPTIONS COMMUNES AUX INSTALLATIONS DE L'ETABLISSEMENT
--

PREVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX

ARTICLE 26 - CONCEPTION ET AMENAGEMENT DES INSTALLATIONS

26.1. Limitation des consommations

L'exploitant recherche par tous les moyens possibles à diminuer au maximum la consommation d'eau de l'établissement.

26.2 Utilisation

L'utilisation de l'eau est interdite pour un autre usage que celui de l'arrosage des pistes et en cas de situation accidentelle (incendie, ...).

26.3. Prévention des pollutions accidentelles des eaux

1°) Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont interdits sur le site.

2°) Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est interdit sur le site

ARTICLE 27 - TRAITEMENT

(sans objet)

ARTICLE 28 - NORMES

(sans objet)

ARTICLE 29 – CONTROLE
(sans objet)

PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

ARTICLE 30 - TRANSPORT INTERNE DES MATERIAUX

A l'intérieur du site de l'exploitation, les matériaux sont acheminés du lieu d'extraction jusqu'aux installations de traitement ou de stockage par engins lourds. Les pistes empruntées par ces engins sont entretenues en bon état et arrosées en période sèche.

ARTICLE 31 - CONCEPTION ET AMENAGEMENT

L'exploitant prend des dispositions pour éviter l'émission et la propagation des poussières, notamment la surface des tas de matériaux pulvérulents doit être protégée ou traitée pour éviter la dissémination des poussières par le vent.

ARTICLE 32 - TRAITEMENT
(sans objet)

ARTICLE 33 - NORMES DE REJET
(sans objet)

ARTICLE 34 - CONTROLE ET SUIVI DES EMISSIONS
(sans objet)

PREVENTION DES NUISANCES PAR LES BRUITS ET VIBRATIONS

ARTICLE 35 - BRUIT

35.1. Niveaux acoustiques admissibles

a) En dehors des périodes d'occupation des résidences secondaire, soit de début Avril à fin Septembre, les niveaux acoustiques admissibles sont fixés comme suit, en limite de la zone d'exploitation autorisée :

- 60 dBA pour la période diurne allant de 6h 30 à 21h 30 sauf dimanches et jours fériés,
- le bruit ambiant pour la période nocturne allant de 21h 30 à 6h 30 ainsi que les dimanches et jours fériés.

b) Pendant les périodes d'occupation des résidences secondaire, soit de début Avril à fin Septembre, les niveaux acoustiques admissibles sont fixés comme suit, en limite de la zone d'exploitation autorisée :

- 50 dBA pour la période diurne allant de 6h 30 à 21h 30 sauf dimanches et jours fériés,
- le bruit ambiant pour la période nocturne allant de 21h 30 à 6h 30 ainsi que les dimanches et jours fériés.

La carrière ne doit pas créer, au niveau des locaux habités ou occupés par des tiers, une émergence supérieure à :

- 5 dbA pour la période allant de 7 h 30 à 17 h 30 les jours ouvrés
- 0 dbA pour la période allant de 17 h 30 à 7 h 30 les jours ouvrés ainsi que les samedis, dimanches et jours fériés.

Les niveaux de bruit sont appréciés par le niveau de pression continue équivalent pondéré A : L_{Aeq} .

— L'évaluation du niveau de pression est effectuée sur une période d'au moins une heure représentative du fonctionnement le plus bruyant de l'installation.

35.2. Contrôles

Un contrôle du niveau sonore est effectué en trois emplacements définis en accord avec l'inspection des installations classées. Ces contrôles doivent être réalisés au minimum tous les trois ans.

Les mesures sont transmises dans un délai de un mois à l'Inspecteur des Installations Classées accompagnées, le cas échéant, d'un commentaire et de propositions.

35.3. – Mesures particulières

Avant le début des travaux liés à la phase 2, un merlon sera réalisé en bordure du chemin communal n° 5. Il ne devra pas empiéter sur la haie existante.

Une bande de 45 m de large en bordure de la voie communale n° 5 ne sera pas exploitée durant la période de début Avril à fin Septembre. Cependant, dès que la profondeur d'extraction atteindra – 2,50 m, l'exploitation pourra se faire en toute saison.

ARTICLE 36 – VIBRATIONS (sans objet)

DECHETS

ARTICLE 37 - TRAITEMENT ET ELIMINATION DES DECHETS

Les différentes catégories de déchets sont collectées séparément puis valorisées ou éliminées vers des installations dûment autorisées. Les justificatifs de ces éliminations et valorisations sont tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées. En fin d'exploitation, tous les produits polluants ainsi que les déchets (ferrailles, pneumatiques, pièces d'usure...) sont évacués dans ces conditions.

Le stockage temporaire des déchets présentant des risques de pollution est interdit.

SECURITE

ARTICLE 38 - RISQUES NATURELS

Inondation

Aucun produit ou matériel susceptible de générer une pollution de l'eau ne sera stocké sur le site.

ARTICLE 39 - TIRS DE MINES

(sans objet)

ARTICLE 40 - INCENDIE ET EXPLOSION

Des extincteurs homologués seront présents dans les véhicules terrestres et les engins flottants.

— Ces matériels sont entretenus en bon état et vérifiés au moins une fois l'an.

Les installations électriques doivent être conformes à la réglementation en vigueur.

Dans les zones présentant un risque d'incendie ou d'explosion, un permis de feu doit être délivré pour tous les travaux nécessitant l'emploi d'une flamme ou d'une source de chaleur.

DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 41 - PLAN D'EVOLUTION

L'exploitant tient à jour un plan à l'échelle 1 pour 1000 de la carrière. Sur ce plan, sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que des abords dans un rayon de 50 m,
- la position des fronts,
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,
- les zones remises en état,
- la position des ouvrages visés à l'article 19 et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.

Ce plan est mis à jour une fois l'an et est transmis à l'inspecteur des installations classées.

ARTICLE 42 - DECLARATION DE FIN D'EXPLOITATION

L'exploitant adresse au préfet, dans les délais prévus à l'article 4 ci-avant, une notification de fin d'exploitation et un dossier en trois exemplaires comprenant :

- le plan à jour de l'installation (accompagné de photographies),
- un mémoire sur l'état du site établissant notamment :
 - . l'évacuation des déchets et structures et les conditions d'élimination des déchets polluants,
 - . la mise en sécurité des vestiges de l'extraction,
 - . l'insertion du site dans son environnement et sa destination future.

TITRE CINQUIEME

DISPOSITIONS EXECUTOIRES

ARTICLE 43 - MODIFICATION DES INSTALLATIONS ET CHANGEMENT D'EXPLOITANT

Toute modification apportée par le demandeur aux installations visées à l'article 1er du présent arrêté, à leur mode d'utilisation ou à son voisinage, doit faire l'objet, avant réalisation, d'une déclaration au Préfet et, le cas échéant, d'une nouvelle autorisation.

Le changement d'exploitant est soumis à autorisation préalable de Mr le Préfet.

ARTICLE 44 : MODIFICATION DES CONDITIONS D'EXPLOITATION

Tout projet de modification des conditions d'exploitation de la carrière comportant une atteinte aux caractéristiques essentielles du milieu environnant ou allant à l'encontre des prescriptions susvisées, doit faire l'objet d'une déclaration préalable à Monsieur le Préfet, avec tous les éléments d'appréciation.

ARTICLE 45 : ABANDON DES TRAVAUX

En fin d'exploitation ou s'il est envisagé d'arrêter les travaux, et six mois au moins avant la date d'expiration de la présente autorisation, le pétitionnaire est tenu d'en faire la déclaration à Monsieur le Préfet.

La déclaration est accompagnée d'un mémoire contenant toutes précisions sur les travaux de remise en état des lieux et les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511.1 du code de l'environnement.

ARTICLE 46 : ANNULATION ET DÉCHÉANCE

La présente autorisation cesse de porter effet si l'établissement n'a pas été ouvert dans un délai de trois ans à compter de la notification du présent arrêté, ou si son exploitation vient à être interrompue pendant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

ARTICLE 47 : PERMIS DE CONSTRUIRE

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire ou d'occupation du domaine public.

ARTICLE 48 : MESURES D'INFORMATION EN CAS D'INCIDENT GRAVE OU D'ACCIDENT

En cas d'incident grave ou d'accident mettant en jeu l'intégrité de l'environnement ou la sécurité des personnes ou des biens, l'exploitant en avertira dans les meilleurs délais, par les moyens appropriés (téléphone, télex...) la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement.

Il fournira à ce dernier, sous quinze jours, un rapport sur les origines et causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour les pallier et celles prises pour éviter qu'il ne se reproduise.

ARTICLE 49 : DROIT DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent exclusivement réservés.

ARTICLE 50 : DELAI ET VOIE DE RECOURS

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant et de quatre ans pour les tiers. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 45 : NOTIFICATION ET PUBLICITÉ

Le présent arrêté sera notifié au pétitionnaire.

Un extrait de cet arrêté, comportant notamment toutes les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement, sera affiché de façon visible en permanence dans l'établissement par les soins de l'exploitant.

Une copie du présent arrêté sera déposée en Mairie de la commune sur le territoire de laquelle est installé l'établissement, et tenue à la disposition du public. Un extrait de cet arrêté, comportant notamment toutes les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement, sera affiché pendant un mois à la porte de la Mairie par les soins du Maire.

Un avis rappelant la délivrance de la présente autorisation et indiquant où les prescriptions imposées à l'exploitation de l'établissement peuvent être consultées sera publié par les soins des services de la Préfecture, aux frais du pétitionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés sur tout le département.

ARTICLE 46 : EXÉCUTION ET AMPLIATION

Mr le Secrétaire Général de la Préfecture de Saône et Loire, Mr le Sous-Préfet d'Autun, Mr le Maire de Toulon-sur-Arroux, Mr le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Bourgogne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera faite à :

- Mr le Sous-Préfet d'Autun
- Mr le Maire de Toulon-sur-Arroux
- Mr le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Bourgogne, 15-17 Avenue Jean Bertin, 21000 DIJON,
- Mr le Directeur Départemental de l'Équipement à MACON,
- Mr le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt à MACON,
- Mr le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales à MACON,

- Mr le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours à MACON,
- Mr le Chef de l'Institut National des Appellations d'Origine à MACON,
- M^{lle} le Directeur Régional de l'Environnement,
- - Mr le Chef du Service Départemental de l'Architecture,
- Conseil Général de Saône et Loire,
- Mr le Chef du Service Régional de l'Archéologie de Bourgogne,
- Mr le Directeur du Service Interministériel des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de la Protection Civile à MACON,
- Mr l'Ingénieur Divisionnaire de l'Industrie et des Mines - Inspecteur des Installations Classées, 206 Rue Lavoisier à MACON,
- Le pétitionnaire,

MACON, le 11 JAN. 2001

Le Préfet,
Le Secrétaire Général de la
Préfecture de Saône-et-Loire,



Gilles LAGARDE

Pour copie conforme

Al le Directeur



Corinne GAUTHERIN

PLAN DE PHASAGE

Commune de Toulon-sur-Arroux (71)

Vu pour être annexé
à l'arrêté préfectoral 01/0114/2-2
du 11 JAN. 2001

J. m.

Gilles LAGARDE

Pour copie conforme
P. le Directeur

Gautier
Gautier GAUTHIERIN



Chemin de desserte

LES JUSTICES

1

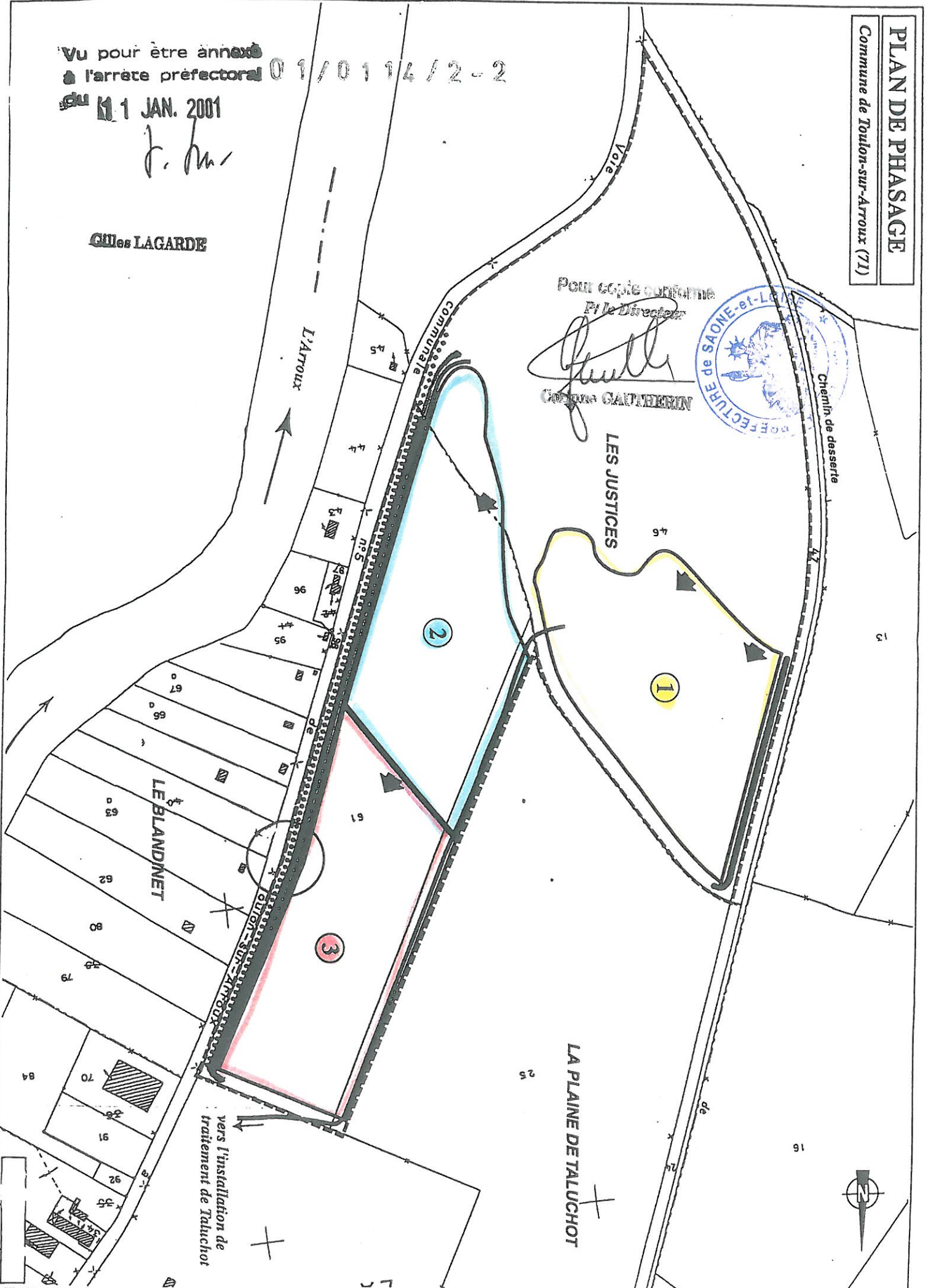
2

3

LE BLANDINET

LA PLAINE DE TALUCHOT

vers l'installation de
traitement de Taluchot



ETAT FINAL

Commune de Toulon-sur-Arroux (71)

Vu pour être annexé
à l'arrêté préfectoral
du 11 JAN. 2001

Gilles LAGARDE

SABLIERES DE TOULON

Toulon sur Arroux

L'Arroux

Chemin de desserte

54,3

252

Vole

commune n° 5

Bascule

Ruisseau d'Aussy

GR 31

Pour copie conforme

PLie Directeur

Corinne GAVIERON

